

Concrétiser l'intégration africaine

De nouvelles stratégies axées sur la participation du public et des résultats concrets

Le renforcement de l'unité africaine est un objectif recherché depuis longtemps sans jamais avoir été atteint. Alors que l'on comprend mieux aujourd'hui la nécessité de l'intégration régionale et les raisons des échecs passés, de nouveaux efforts visent à resserrer les liens économiques et politiques entre les nombreux pays du continent. Ce dossier examine les principales difficultés à surmonter avant de parvenir à l'intégration : développer les échanges commerciaux entre pays africains, construire davantage de routes et d'autres infrastructures, réformer les institutions régionales, accroître la transparence et la participation du public et coordonner plus étroitement les initiatives du secteur privé et du secteur public. La plupart des interviews et autres informations ont été obtenues par *Afrique Relance* lors du Forum africain du développement organisé à Addis-Abeba (Ethiopie) par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique du 3 au 8 mars 2002 et consacré au thème : "Définir les priorités de l'intégration régionale".

Par Ernest Harsch

Il existe à la périphérie de Porto Novo (Bénin) une route de terre qui ne porte aucun nom. Peu fréquentée dans la journée, elle est parcourue la nuit par de gros camions qui slaloment entre les nids de poule et apportent du pétrole et d'autres marchandises provenant du Nigéria, juste de l'autre côté de la frontière. Aucun officier des douanes n'inspecte ces produits, qui ne sont pas non plus comptabilisés dans les statistiques officielles des échanges commerciaux du Bénin. Et, pourtant, la vente de ces produits permet de répondre aux besoins des consommateurs et de faire vivre des milliers de petits exploitants répartis dans l'ensemble du pays.

Comme le Bénin, les 53 pays d'Afrique ont tous leur propre drapeau, leur propre constitution, leur propre capitale et leurs propres services de douane. Ils sont séparés par des frontières clairement indiquées sur la carte. Mais, pour beaucoup d'Africains moyens, ces divisions comptent moins que leurs points communs : ils savent qu'ils sont tous africains et qu'ils ont intérêt à renforcer les liens politiques, économiques et humains de part et d'autre des frontières nationales.

Dans leurs discours, pendant les conférences officielles et dans les traités, les dirigeants politiques se montrent depuis longtemps favorables à une plus grande intégration des pays et des régions d'Afrique, bien que peu de résultats aient été obtenus en pratique. Au cours des dernières années, ce concept est devenu plus important, ainsi qu'en témoigne l'inauguration officielle de l'Union africaine en juillet dernier (voir "*Les débuts officiels de l'Union africaine*"). Face à l'intensification de la concurrence internationale, estime M. K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'intégration régionale africaine doit s'accélérer pour que le continent puisse s'adapter "mieux à la mondialisation".



Il est essentiel de relier les pays africains pour que l'économie du continent s'améliore.

Photo : ©ONU

L'intégration présente de nombreux avantages. L'élargissement des marchés régionaux donne aux producteurs et aux consommateurs africains davantage de possibilités, bien au-delà des marchés parfois restreints de leurs propres pays. Le Président algérien Abdelaziz Bouteflika a évoqué deux "vertus" de l'intégration économique régionale. Elle peut réduire les coûts de la mise en place d'infrastructures essentielles, comme les transports, les communications, l'énergie, les systèmes d'approvisionnement en eau et la recherche scientifique et technologique, qu'un pays ne peut souvent financer à lui seul. En même temps, l'intégration facilite les investissements à grande échelle en "renforçant l'attrait que présentent nos économies et en réduisant les risques".

La volonté d'intégration ne vient pas seulement des dirigeants. A de nombreux niveaux de la société, les Africains s'efforcent de tisser davantage de liens les uns avec les autres. Pour certains, ces relations existent déjà. Pour d'autres, elles restent à forger.

En 2000, des groupes de la société civile africaine ont organisé une caravane qui, après être partie du Cap (Afrique du Sud), a sillonné des dizaines de pays du continent. Le but de cette opération était de promouvoir l'unité africaine "d'en bas", d'après M. David Gakunzi, militant du Burundi qui a participé à l'organisation de cette caravane.

Plus récemment, en mai, dans le cadre d'une exposition organisée à Dakar (Sénégal) et réunissant des oeuvres de toute l'Afrique, l'un des artistes, Mansour Ciss, a créé un bureau de change. On pouvait y échanger non seulement de véritables devises, comme le franc CFA et l'euro, mais aussi une nouvelle "devise virtuelle" de sa conception, "l'afro". L'idée d'une seule devise africaine peut sembler "insensée" aujourd'hui, estime M. Ciss, mais, un jour, elle deviendra une réalité.

De plus solides bases

L'intégration régionale du continent a été rêvée par bon nombre de dirigeants africains et a donné lieu à la création en 1963 de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Au fil des ans, beaucoup d'autres institutions ont été créées dans différentes régions de l'Afrique. Mais elles n'ont dans l'ensemble guère contribué à accroître le commerce ou les autres échanges entre pays africains. Dans de nombreux cas, c'est avec leurs anciennes puissances coloniales que beaucoup de pays continuent d'entretenir le plus de relations.

Le bilan de l'intégration régionale en Afrique est pour l'instant peu réjouissant, et beaucoup d'alliances régionales se caractérisent par des initiatives non coordonnées, des conflits politiques et de faibles échanges commerciaux intra-régionaux. Cependant, les analystes observent que certains des facteurs extérieurs et intérieurs qui ont freiné l'intégration de l'Afrique par le passé se sont quelque peu résorbés ces dernières années, et qu'il y a donc lieu de se montrer prudemment optimiste (voir "*Des conditions plus favorables à l'intégration ?*").

Les Africains ont également tiré les enseignements de l'échec de leurs initiatives précédentes. Nombre de partisans de l'intégration adoptent donc maintenant une approche moins

ambitieuse et plus pratique. A leur avis, l'Afrique doit s'unir non seulement pour renforcer sa présence sur la scène internationale, mais aussi pour répondre aux besoins concrets de sa population. "Je veux parvenir à l'intégration intra-africaine", a déclaré M. Amoako, "pas pour obtenir une part chimérique du commerce mondial, mais, en premier lieu, parce que notre vie ici s'en trouvera améliorée. Cela permettra aux hommes d'affaires africains de travailler ici. Cela réduira les coûts et améliorera la situation difficile du consommateur africain. Nous devons bâtir pour nous-mêmes. Si nous le faisons, d'autres nous suivront".

L'intégration ne peut être obtenue en adoptant seulement des programmes politiques ou en privilégiant exclusivement la situation économique.

Les initiatives entreprises récemment témoignent également d'une perspective plus globale. Contrairement à ce qu'il avait été décidé lors des initiatives précédentes, l'intégration ne peut être obtenue en adoptant seulement des programmes politiques ou en privilégiant exclusivement la situation économique. "Nous ne pouvons jamais séparer les impératifs politiques et économiques", note M. Adebayo Olukoshi, directeur général du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), basé à Dakar.

D'après M. Tajudeen Abdul-Raheem, président du Mouvement pan-africain, un groupe de la société civile basé en Ouganda, l'intégration politique et l'intégration économique de l'Afrique sont "inextricablement liées" et passent par la démocratisation des organisations régionales africaines, une plus grande circulation des biens et des individus entre pays et des mesures collectives de lutte contre des problèmes transfrontaliers, comme le sida, le travail des enfants et la traite des femmes. Et puisque les pays africains sont si nombreux à être en guerre, affirme l'ancien Secrétaire général de l'OUA, Salim Ahmed Salim, la paix doit figurer au coeur de toute stratégie d'intégration.

Face aux obstacles auxquels se heurtent les efforts d'intégration régionale en Afrique, les partisans d'une plus grande unité ont défini plusieurs conditions à satisfaire :

- faire participer plus activement à tout programme d'intégration les associations de la société civile, les groupements professionnels, les cadres et d'autres secteurs
- parvenir à un équilibre entre les initiatives économiques du secteur public et celles du secteur privé
- concilier les intérêts parfois contradictoires de pays différents par leur taille, leurs ressources naturelles et leurs résultats économiques
- procéder à l'intégration à un rythme qui soit à la fois ambitieux et réaliste
- rationaliser les nombreuses institutions régionales de l'Afrique, afin de réduire les efforts redondants et l'inefficacité.

Un "grand bond en avant"

Lors du Forum africain du développement organisé en mars par la CEA à Addis-Abeba (Ethiopie), de nombreux membres de la société civile et d'associations professionnelles se

sont dits frustrés d'avoir quasiment été tenus à l'écart des institutions régionales (voir *Afrique Relance*, avril 2002). Si les tentatives d'intégration ont jusqu'ici échoué, estiment-ils, c'est en grande partie parce que les dirigeants africains n'ont pas consulté leurs citoyens lors de l'élaboration de stratégies et de programmes d'intégration. "Le problème est lié au manque de confiance vis à vis de nos peuples", explique Maria Nzomo, professeur à l'université de Nairobi.

En outre, de nombreux Africains se heurtent à de multiples problèmes lorsqu'ils voyagent ou qu'ils entretiennent des contacts avec des pays voisins. Les petits fabricants ont du mal à obtenir les licences d'importation ou d'exportation nécessaires. Les représentants de commerce sont régulièrement harcelés aux postes de douane. Des voyageurs ordinaires doivent souvent verser des pots-de-vin pour franchir sans encombre les postes de police.

Les hommes d'affaires africains doivent souvent patienter de 6 à 8 semaines avant d'obtenir un visa pour se rendre dans d'autres pays africains, alors que les citoyens du Royaume-Uni ou de la France peuvent aller dans de nombreux pays africains et obtenir un visa à l'arrivée. Le secteur privé national a rarement été mentionné dans les programmes d'intégration régionale de l'Afrique, fait observer M. Taingam Bekoutou, directeur-général de la Chambre de commerce et d'industrie du Tchad, et n'a pas non plus été consulté à propos des taxes imposées aux entreprises africaines.

La situation évolue peu à peu. Juste après le Forum africain du développement, des représentants de la société civile africaine se sont réunis à Addis-Abeba pour envisager comment participer davantage aux initiatives régionales, et en particulier au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, adopté l'an dernier à l'échelle du continent par des dirigeants africains. En avril, une consultation similaire a eu lieu au siège de la Banque africaine de développement (BafD) à Abidjan (Côte d'Ivoire), et en juin, des représentants de la société civile africaine se sont de nouveau réunis à Addis-Abeba pour rencontrer des hauts fonctionnaires de l'OUA et des dirigeants africains, dont le Président nigérian Olusegun Obasanjo.

Pour favoriser la participation du secteur privé à l'intégration régionale, la BafD apporte son soutien à une initiative baptisée "Table ronde des entreprises africaines". Le groupe organisera l'an prochain en Afrique du Sud un forum consacré à l'investissement, avec l'appui de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Afrique du Sud et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Avec le concours du Programme des Nations Unies pour le développement, l'initiative "table ronde" a entrepris un projet

"d'e-commerce" visant à aider les entreprises africaines à accéder plus facilement aux moyens de communication qu'offre Internet. En octobre dernier, elle a lancé un grand programme de renforcement des sites de transbordement maritime des côtes de l'Afrique de l'Ouest, qui devrait bénéficier de 100 millions de dollars d'investissements provenant d'une entreprise africaine basée au Togo et au Nigéria, Ecomarine, et d'une entreprise américaine. "Voilà ce que j'appelle une véritable intégration, explique Alhaji Bamanga Tukur, président



d'Ecomarine et directeur général de la table ronde des entreprises africaines. Cela facilitera la circulation de personnes, de biens et de services et favorisera le commerce entre Etats."

Pour beaucoup d'Africains, aller dans un pays voisin reste difficile et laborieux.

Photo : ©HCR

Mais il reste beaucoup d'autres efforts à fournir. Lors du Forum africain du développement, Adebayo Adedeji, ancien Secrétaire exécutif de la CEA et principal architecte de bon nombre de tentatives précédentes d'intégration, a incité les participants au Forum à faire "le grand bond en avant" qui consiste à confier au peuple africain la maîtrise de l'intégration régionale. Sans l'appui de la population, estime-t-il, on ne peut accomplir grand chose. (Voir interview, p. 16.)

L'Etat et le marché

Les premières approches de l'Afrique en matière d'intégration régionale, comme le Plan d'action de Lagos de 1980, tendaient à accorder à l'Etat un rôle prépondérant. Mais nombre de gouvernements africains n'avaient ni les ressources financières ni la crédibilité politique qui leur auraient permis de mettre en oeuvre les politiques correspondantes, même à l'intérieur de leurs frontières. Certains étaient paralysés par la guerre civile ou en conflit avec un ou plusieurs de leurs voisins, ce qui a freiné les progrès en matière de coopération.

Les crises économiques qui se sont abattues sur la plus grande partie de l'Afrique à la fin des années 70 et au début des années 80 n'ont fait que nuire davantage aux efforts d'intégration. Elles ont également permis aux pays donateurs et aux institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale de préconiser une grande réforme des politiques économiques. Les programmes d'ajustement structurel que les pays africains ont alors adoptés sous pression ont abouti à la privatisation de certaines d'entreprises publiques, à une libéralisation généralisée du commerce intérieur et international et à une contraction importante des secteurs publics africains.

Malgré la suppression des barrières tarifaires et autres obstacles au commerce, les échanges entre les pays africains n'ont pas beaucoup augmenté. La plupart des pays africains ont continué à exporter des produits de base vers les pays industrialisés et à importer des produits finis venant d'autres continents. Tant que les pays africains ne sont pas en mesure de produire davantage de biens manufacturés pouvant être vendus aux pays voisins, "les mesures de libéralisation des échanges -- aussi nombreuses soient-elles -- ne suffiront pas à faire augmenter sensiblement le volume du commerce régional", a déclaré en mars le Secrétaire général adjoint de l'OUA, Lawrence O.C. Agubuzu, au Forum africain du développement.

En fait, parce que ces politiques de libéralisation ont ouvert les marchés africains aux produits manufacturés provenant des industries du Nord, les fabricants locaux n'ont tout simplement pas pu faire face à cette concurrence. Des centaines d'entre eux ont dû fermer boutique, ce qui n'a fait qu'affaiblir davantage la production industrielle et a rendu les économies africaines encore plus dépendantes à l'égard des exportations de cacao, de coton, de cuivre et d'autres matières premières.

Le jeu des forces du marché contribue aussi à exacerber les inégalités entre pays. Le Président de l'Algérie, M. Bouteflika, a signalé que la libéralisation du commerce "ne peut servir de

base à un processus de véritable intégration. Les inégalités en matière de production tendront à créer des déficits commerciaux intenable...

Face à ces risques, de nombreux partisans de l'intégration régionale estiment maintenant qu'il ne faut pas réduire davantage la part de l'Etat, ce dernier devant au contraire jouer un rôle actif. "L'approche minimaliste du rôle de l'Etat ne convient pas", a déclaré le Ministre sud-africain des transports, Dullah Omar, au Forum d'Addis-Abeba. Ce dont les pays africains ont besoin, a-t-il poursuivi, ce sont des Etats solides et démocratiques qui peuvent former de véritables partenariats avec le secteur privé. Leurs efforts conjugués permettront d'améliorer les routes, les circuits commerciaux et d'autres infrastructures essentielles de la région.

"Privilégier simplement la libéralisation ne marchera pas", a déclaré le Premier Ministre éthiopien, Meles Zenawi. Il a cité l'exemple des pays de l'Asie de l'Est, dans lesquels les partenariats formés avec les gouvernements ont aidé de façon décisive les entreprises locales à se développer, et leur ont permis de s'imposer à l'échelle mondiale. "C'est ce que nous allons faire, quoi qu'en disent le FMI et la Banque mondiale."

Concilier divers intérêts

Comme dans d'autres régions du monde, l'intégration régionale se heurte avant tout à la grande diversité des pays africains, qui diffèrent par leur taille, leurs ressources naturelles, leur degré de développement et leurs relations avec les marchés mondiaux. Minuscule, le Bénin n'a pas les mêmes intérêts économiques que son gigantesque voisin pétrolier, le Nigéria. Les coûts et les avantages des accords commerciaux régionaux ne sont pas les mêmes en Afrique du Sud et au Malawi. D'après le Ministre adjoint des transports et des travaux publics du Malawi, Jan Sonke, la libéralisation du commerce régional s'est traduite au Malawi par un afflux de meubles bon marché importés d'Afrique du Sud, ce qui a causé la faillite de nombreux fabricants locaux de meubles.



"Je veux parvenir à l'intégration intra-africaine, pas pour obtenir une part chimérique du commerce mondial, mais, en premier lieu, parce que notre vie ici s'en trouvera améliorée. Cela permettra aux hommes d'affaires africains de travailler ici. Cela réduira les coûts. Cela améliorera la situation difficile du consommateur africain."

-- K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la CEA

Pour que l'intégration régionale aboutisse malgré ces problèmes, note M. Amoako, il est absolument nécessaire de procéder à un "développement équilibré et équitable", de façon à ce que tous les pays finissent par y trouver leur compte.

Ali el-Agraa, expert soudanais de l'intégration régionale qui enseigne maintenant à l'université Fukuoka de Tokyo, note que "tout ce qui va être fait sera déséquilibré", puisque les pays diffèrent par leurs capacités et leur situation de départ. L'un des objectifs des organisations régionales devrait donc être de compenser ces inégalités. Il cite le cas de l'Union européenne, qui dispose de nombreux "fonds structurels" et autres mécanismes permettant d'aider les pays qui ont un secteur industriel plus faible ou un taux de chômage plus élevé. Il faut que les

gouvernements négocient en connaissance de cause des moyens de remédier à ces inégalités, estime-t-il. "Cet objectif ne peut être atteint par le seul jeu des forces du marché."

Lorsqu'ils adhèrent à des alliances régionales de grande envergure, "qu'est-ce que les petits Etats peuvent attendre en contrepartie ?", demande le général Luis Silvain Goma, Secrétaire général de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC). Estimant que les plus grands Etats africains ont une "obligation de solidarité", il cite en exemple le fonds commun sur les tarifs douaniers de la Communauté de développement de l'Afrique australe : les revenus provenant des droits de douane régionaux sont distribués au profit des membres de la Communauté les plus petits et les plus pauvres. L'Union douanière de l'Afrique australe et la CEDEAO ont des mécanismes de compensation comparables.

Certains pays africains craignent que la réduction ou l'élimination des tarifs douaniers perçus sur les échanges commerciaux avec leurs partenaires régionaux les prive d'une source importante de recettes publiques. En janvier 2000, par exemple, les tarifs sur les échanges intra-régionaux de biens produits à l'intérieur de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui comprend huit pays, ont été complètement éliminés. Les sources de revenus étant de manière générale limitées, la perte des revenus provenant des droits de douane aurait pu fragiliser la situation fiscale de certains gouvernements. Mais l'UEMOA dispose d'un mécanisme permettant de compenser ce manque à gagner et bénéficiant avant tout aux pays pauvres sans littoral faisant partie de l'Union (voir tableau).

Compensation des Etats membres de l'UEMOA, 2001*	
Pays	millions de francs, CFA
Niger	4 997
Mali	4 996
Burkina Faso	3 122
Bénin	2 579
Sénégal	1 520
Togo	958
Côte d'Ivoire	83
Guinée-Bissau	41

* Au 30 novembre 2001.

Source : ONU Afrique Relance, d'après des données de l'UEMOA.

Au sein du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, neuf pays ont établi en août 2000 une zone de libre échange. Cette zone de libre échange est également dotée d'un mécanisme de compensation similaire. Certains analystes de la région estiment que ce mécanisme ne sera que temporaire, puisque l'augmentation des échanges commerciaux finira inévitablement par stimuler les revenus de ces pays provenant des taxes sur la valeur ajoutée, qui à terme dépasseront les revenus précédemment perçus sur les tarifs douaniers.

Ambitieux, mais réaliste

Lors du forum de la CEA de mars dernier, les participants ont souligné à quel point il était important de procéder à l'intégration de façon plus systématique et délibérée. Pour certains, il s'agissait surtout d'aller plus vite. "La mondialisation exige un rythme plus rapide, a déclaré M. Delphin Rwegasira, directeur exécutif du Consortium africain de recherches économiques. Pour profiter des avantages de l'intégration mondiale, l'Afrique doit à son avis abandonner l'approche "tournée vers l'intérieur" qu'elle a suivie par le passé et faire preuve à la place d'un "régionalisme ouvert".

D'autres recommandent la prudence. Evoquant les capacités limitées de l'Afrique et les influences contraires des tendances économiques mondiales, Fantu Cheru, professeur à l'American University de Washington, a conseillé de suivre une stratégie de "bon sens". "Nous ne pouvons tout simplement pas nous ruer sur une intégration économique ambitieuse", a-t-il expliqué. "Nous devons construire de nombreux ponts avant de pouvoir traverser la rivière."

M. Amoako s'est employé à concilier ces deux points de vue. Jusqu'ici, a-t-il affirmé, l'Afrique a procédé à l'intégration régionale de "façon ponctuelle et évolutive", avec par moment une "effroyable lenteur. Mais maintenant nous adoptons des délais beaucoup plus serrés". En même temps, a-t-il poursuivi, les gouvernements africains doivent s'intéresser de très près à l'enchaînement et aux conséquences de leurs actions. "Le choix du rythme à suivre devrait être ambitieux, mais le rythme devrait être réaliste."

En outre, d'après certains experts, il n'est pas nécessaire -- ni possible -- que tous les pays ou groupes de pays progressent au même rythme. Grâce à leur devise commune et à l'élimination des tarifs douaniers au sein de l'Union, les économies de l'UEMOA sont déjà plus intégrées que les économies d'autres pays de la CEDEAO, ce qui incite les autres membres de la CEDEAO à renforcer leurs efforts en matière d'intégration.

Simplification

La rapidité -- et l'efficacité -- avec laquelle l'Afrique s'intégrera dépendront en grande partie de la réforme de ses institutions régionales. Il s'agit non seulement de permettre au sein de ces institutions une plus grande participation des associations de la société civile et des groupes d'intérêts locaux, mais aussi de simplifier la multitude d'organisations qui existent sur le continent. Outre les institutions continentales telles que l'Union africaine, on compte plus d'une dizaine de "communautés économiques régionales" générales. Il existe également plus d'une centaine d'autres groupes multinationaux ou bilatéraux ayant pour vocation de favoriser la coopération dans certains secteurs, comme les télécommunications, l'aviation, le transport maritime, la banque, la gestion des rivières, l'agriculture, etc.

Créées à différentes époques et à différentes fins, ces communautés régionales font souvent double emploi, par leurs structures, leur mission ou la composition de leurs membres, et défendent même parfois des objectifs contraires. "En fait, ces pièces du puzzle ne s'emboîtent pas bien", explique M. Amoako.

Presque tous les gouvernements africains appartiennent à au moins deux de ces communautés régionales ([voir carte, télécharger en pdf](#)), ainsi qu'à un grand nombre de groupes de défense d'intérêts particuliers. Etant donné leurs priorités budgétaires importantes, ils sont souvent incapables de s'acquitter de leurs nombreuses contributions et quotes-parts. En 1993, le COMESA et la CEMAC avaient réussi à percevoir presque toutes les contributions des

membres, mais en 1998, ils n'en obtenaient plus que la moitié. Et même lorsque les pays sont en mesure de s'acquitter de leur quote-part, fait observer M. Adedeji, "ces ressources allouées aux organisations régionales sont des ressources dont on prive la population de ces pays".

Dans l'ensemble, affirme M. Amoako, "le système actuel de l'Afrique est trop complexe, trop redondant et nécessite trop de mobilisation politique et d'argent pour les résultats obtenus". L'un des principaux défis que devront relever les dirigeants africains dans les années à venir consistera à trouver des moyens de simplifier la "pléthore d'institutions chargées de l'intégration".

Il ne devrait pas seulement s'agir, ajoute M. Amoako, de réduire les coûts superflus. Avant tout, il faudra "créer de solides institutions, capables de donner à tous les membres d'importants avantages". L'intégration de l'Afrique est certes un processus complexe, mais l'enjeu est important et déterminera à terme "notre avenir politique et économique".

Des progrès inégaux parmi les régions africaines

Pendant la seconde moitié des années 90, certains progrès en direction d'une plus grande intégration économique ont été constatés au sein des divers groupements régionaux africains, d'après la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Son premier rapport annuel sur l'intégration en Afrique, qui devrait être publié dans son intégralité cette année, examine divers problèmes d'intégration en Afrique et cherche à évaluer quantitativement les liens qu'ont noués entre eux les pays africains. "Dans l'ensemble, une tendance nette se dessine vers une plus grande intégration", peut-on lire dans l'introduction du projet de rapport, publié en mars au Forum du développement africain, à Addis-Abeba.

Outre l'examen des indices de chaque communauté économique régionale, le rapport a créé son propre indice d'intégration africaine. Il combine des données extraites de huit secteurs d'activités : commerce, argent et finances, transports, communications, industrie, énergie, alimentation et agriculture, formation de la main d'oeuvre et marchés du travail. Chaque secteur est affecté d'un coefficient de pondération (de 34 % pour le commerce et de 15 % pour le transport). En attribuant une valeur de 100 en 1994, le rapport constate que l'indice a légèrement augmenté dans les 12 régions économiques étudiées pour atteindre une moyenne de 120 en 1999. ([Voir graphique.](#))

Ces progrès sont toutefois inégaux. Trois régions économiques se trouvent clairement en tête : l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). La Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), qui comprend le Rwanda, le Burundi et la République démocratique du Congo, est la plus mal classée, en grande partie parce que la région a été en proie à des guerres incessantes. De même, les guerres au sein de l'Union du fleuve Mano (UFM), qui est composée de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone, ont aussi engendré des performances insuffisantes au départ, bien que l'intégration ait quelque peu progressé ces dernières années, une fois que les combats se sont résorbés au Libéria.